

# FORMATION CIVIQUE et CITOYENNE

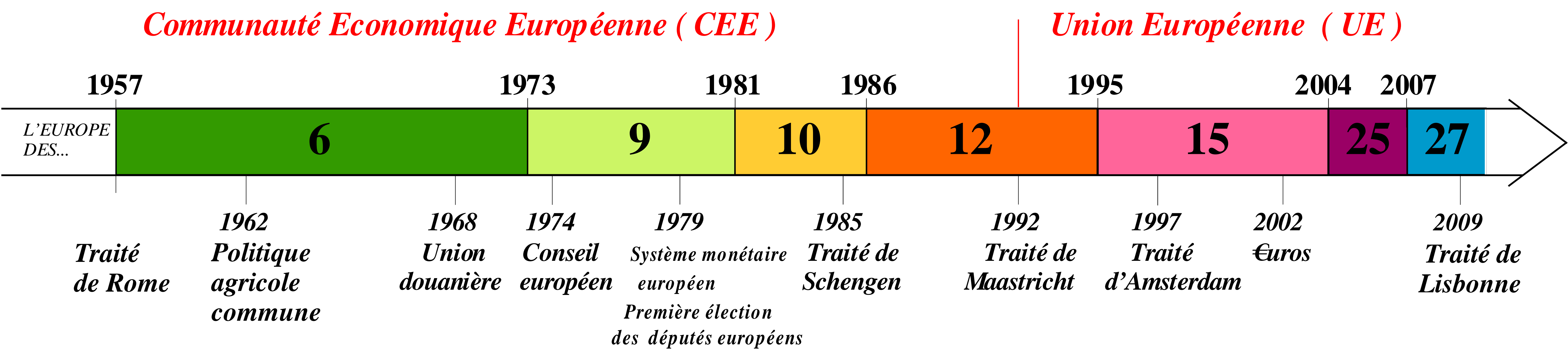




# L'UNION EUROPEENNE



## Les étapes de la construction européenne



## Les institutions européennes

- BRUXELLES**

  - Conseil européen
  - Conseil de l'Union européenne
  - Commission européenne
  - Comité économique et social
  - Comité des régions
- STRASBOURG**

  - Parlement européen\*
  - Médiateur européen
- LUXEMBOURG**

  - Cour de justice de l'Union européenne
  - Cour des comptes européenne
  - Banque européenne d'investissement
- FRANCFORT**

  - Banque centrale européenne
- \*Le siège du parlement est à Strasbourg, certaines sessions sont organisées à Bruxelles et le secrétariat général est implanté à Luxembourg.







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# LA FRANCE, LES INSTITUTIONS



**Le Président de la République**



Palais de l'Élysée

nomme

**Le Conseil Constitutionnel**

composé de 9 membres  
nommés pour 9 ans et  
renouvelés par tiers tous  
les 3 ans :  
c'est le gardien des lois !

nomme

**Le Premier Ministre**

Gouvernement  
le Conseil des Ministres dirigé par le  
Premier Ministre  
à l'initiative des lois et des projets de lois



Matignon

peut  
dissoudre

peut censurer  
le gouvernement

son Président nomme

son Président nomme

**L'Assemblée Nationale**



Palais Bourbon

les 577 députés sont à l'initiative  
des lois et votent les lois

navette



Palais du Luxembourg

les 348 sénateurs peuvent être à  
l'initiative des lois et votent les lois

**Le Sénat**

**Le Conseil économique,  
social et environnemental**



Palais d'Iéna

élisent



**les électeurs**

peut recourir au référendum



# LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



**SEINE-MARITIME**  
- LE DÉPARTEMENT -

## LE DÉPARTEMENT

**LA SEINE MARITIME**  
Les habitants s'appellent  
les SEINOMARINS

**SANTÉ  
RÉSEAUX  
BÂTIMENTS  
PATRIMOINE  
TRANSPORTS  
ENVIRONNEMENT**

**INFRASTRUCTURES  
ROUTIÈRES**

**AMÉNAGEMENT DU  
TERRITOIRE**

**VIE ASSOCIATIVE  
ENSEIGNEMENT  
SOLIDARITÉ  
FORMATION  
CULTURE  
SPORTS**

## LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

## LE SYNDICAT DE COMMUNES

syndicat des eaux,  
d'assainissement, de ramassage  
et traitement des ordures  
ménagères, d'électricité etc...

## LA COMMUNE

regroupement possible pour  
les petites communes

**FRANCE MÉTROPOLITAINE et  
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER :**

- 13 RÉGIONS MÉTROPOLITAINES et 5 RÉGIONS ULTRAMARINES
- 101 DÉPARTEMENTS (96 en France métropolitaine et 5 en France d'Outremer)
- 34 965 COMMUNES  
( dont 34 836 en France métropolitaine et 129 dans les départements d'Outremer )





# LES ÉLECTIONS EN FRANCE

## POUVOIR et DEVOIR du CITOYEN





# LE MAIRE et les ADJOINTS

Exerce ses compétences en adoptant des délibérations

Crée les postes ou supprime les services

Décide des travaux à effectuer

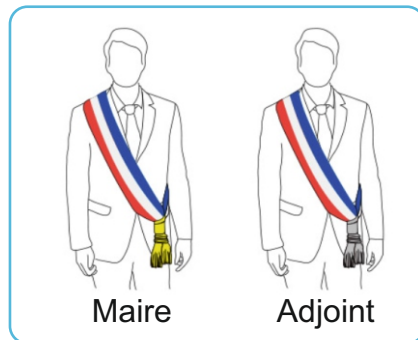
Émet des vœux et participe à l'élaboration des projets

Forme des commissions



Élit et contrôle  
Vote les budgets

Organise les élections et la révision des listes électorales



Maire

Adjoint

Interne d'office en urgence des personnes aliénées dangereuses  
Assure la police des funérailles et des cimetières

Supérieur hiérarchique des agents communaux, organise les services

Gère la police municipale qui assure l'ordre public, la sécurité, la tranquillité et la liberté des voies publiques

Réglemente la circulation et les baignades

Veille à l'application des lois, informe des lois et arrêtés préfectoraux et prend des arrêtés municipaux

Délivre les certificats d'urbanisme et permis de construire, reçoit les déclarations de naissance, célèbre les mariages, baptêmes civils, enregistre les divorces et les décès.



LE MAIRE

Préside le Conseil Municipal, établit son ordre du jour et exécute les décisions du Conseil

Passe les marchés, signe les contrats, gère le patrimoine

Exécute les budgets, réalise les emprunts et embauche le personnel

Organise le recensement de la population

Assure la police des immeubles menaçants ruine, assure la protection contre l'incendie et la panique dans les immeubles recevant le public

Représente la commune en justice



# COMPÉTENCES DE LA COMMUNE pour L'ENSEIGNEMENT

## ÉCOLE MATERNELLE et ÉCOLE PRIMAIRE



Après avis du Préfet, c'est le Conseil Municipal qui décide de la création et de l'implantation des établissements d'enseignement publics.



### **LA COMMUNE PREND EN CHARGE :**

- l'entretien des seuls bâtiments scolaires publics
- l'ensemble des personnels non enseignants des établissements publics ET privés
- les charges (eau, électricité, chauffage etc ...)



### **L'ÉTAT ( l'Éducation Nationale) PREND EN CHARGE :**

- l'organisation et la responsabilité des diverses disciplines d'enseignement
- la conception des programmes pédagogiques
- le personnel enseignant de tous types d'établissements scolaires publics et privés sous contrat.



**LES LYCÉES** : seconde, première et terminale sont des compétences et responsabilités de la Région.

**LES COLLÈGES** : les classes de la 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> sont des compétences et responsabilités des Départements



## ACTIVITÉS EXTRA-SCOLAIRES

La commune peut mettre en place, à sa charge, une politique d'activités



LOISIRS

ACTIVITÉS  
CULTURELLES



SPORTS



RESTAURATION SCOLAIRE



# LES ACTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

## LES COMPÉTENCES DE LA COMMUNE

### LES ACTIONS ÉCONOMIQUES :



La commune peut :

- favoriser l'implantation de commerces et d'industrie par la création de zones artisanales ou industrielles dans le Plan Local d'Urbanisme
- mettre des locaux à disposition de commerces ou d'entreprises
- proposer des aides indirectes comme des garanties d'emprunts
- favoriser le tourisme par :
  - la création d'office de tourisme
  - l'aménagement de terrain de camping et de gîtes
  - le développement et l'entretien de voies vertes et chemins de randonnées
- création de musées

### LES ACTIONS SOCIALES :

La commune peut :

- favoriser la construction de logements sociaux
- organiser des transports en commun
- gérer ou aider financièrement des cantines, des crèches et des centres aérés, des foyers pour personnes âgées ....
- aider les associations sportives (construction et entretien de stade, piscines, centre de loisirs, subventions aux clubs sportifs etc ..)
- aider les associations culturelles (construction et entretien de médiathèques, théâtres .... aides financières et matérielles aux associations
- aides aux associations caritatives (subventions)



### LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE : le C.C.A.S.



C'est un organisme public communal. Il est administré par un conseil d'administration présidé par le Maire et composé de conseillers municipaux et de membres volontaires, non élus, représentants d'associations à vocation sociale.

Le **C.C.A.S.** assure différentes missions directement orientées vers la population: aide et accompagnement aux personnes âgées ou handicapées, aux enfants et aux familles en difficulté, lutte contre les exclusions .... Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale et peut être délégataire de compétences sociales globales sur le territoire communal par convention avec le Conseil Général du Département.

Le **C.C.A.S.** a un budget propre et il peut être délégué à une communauté de communes.



Aide aux Personnes Handicapées





# ***SERVICE PUBLIC et PERSONNEL COMMUNAL***

***SERVICE PUBLIC*** Le conseil municipal a en charge la création et l'organisation des services communaux.

## ***SERVICES OBLIGATOIRES***

- Administration communale, secrétariat de mairie
- Action sanitaire et sociale
- Enseignement : école maternelle et primaire
- Gestion du domaine privé communal
- État civil, recensement, élections .... (délégés par l'État)



## ***SERVICES OBLIGATOIRES pouvant être délégués***

- Service Incendie et Secours en partenariat avec un Syndicat ou une Communauté de communes
- Pompes funèbres
- Gestion et maintenance des réseaux (eaux, assainissement .....)
- Collecte et traitement des ordures ménagères
- Entretien des stades, espaces verts, voirie .....



Ces 4 dernières prestations peuvent être attribuées par décision du conseil municipal, à des entreprises privées, chargées d'en assurer la gestion.

## ***SERVICES OBLIGATOIRES pouvant être facultatifs***

- Crèche, restauration scolaire .....
- Culture, sport, loisirs
- Services techniques, entretien
- Maintenances diverses



Bien qu'étant assisté par la police nationale ou la gendarmerie, le Maire peut créer une police municipale dont le rôle est essentiellement préventif.



## **LE PERSONNEL COMMUNAL**

secrétaire de mairie, agent d'entretien, assistante maternelle .....

Le Conseil Municipal décide de la création ou de la suppression des emplois municipaux. Toutefois, le statut du personnel communal est fixé par la loi et non pas par le conseil municipal.





# LE BUDGET COMMUNAL

## Les principes budgétaires :

**L'annualité** : le budget est voté chaque année pour une période d'un an, il peut être complété en cours d'exercice par un budget supplémentaire.

**L'antériorité** : le budget doit être voté avant le 31 mars, voire le 15 avril les années de renouvellement du conseil municipal.

**L'unité** : la totalité des dépenses et des recettes doit apparaître dans un document unique.

**L'universalité** : le budget doit comprendre la totalité des dépenses et des recettes.

**L'équilibre** : les dépenses et les recettes doivent être présentées en équilibre tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

## Le budget est composé de deux sections :

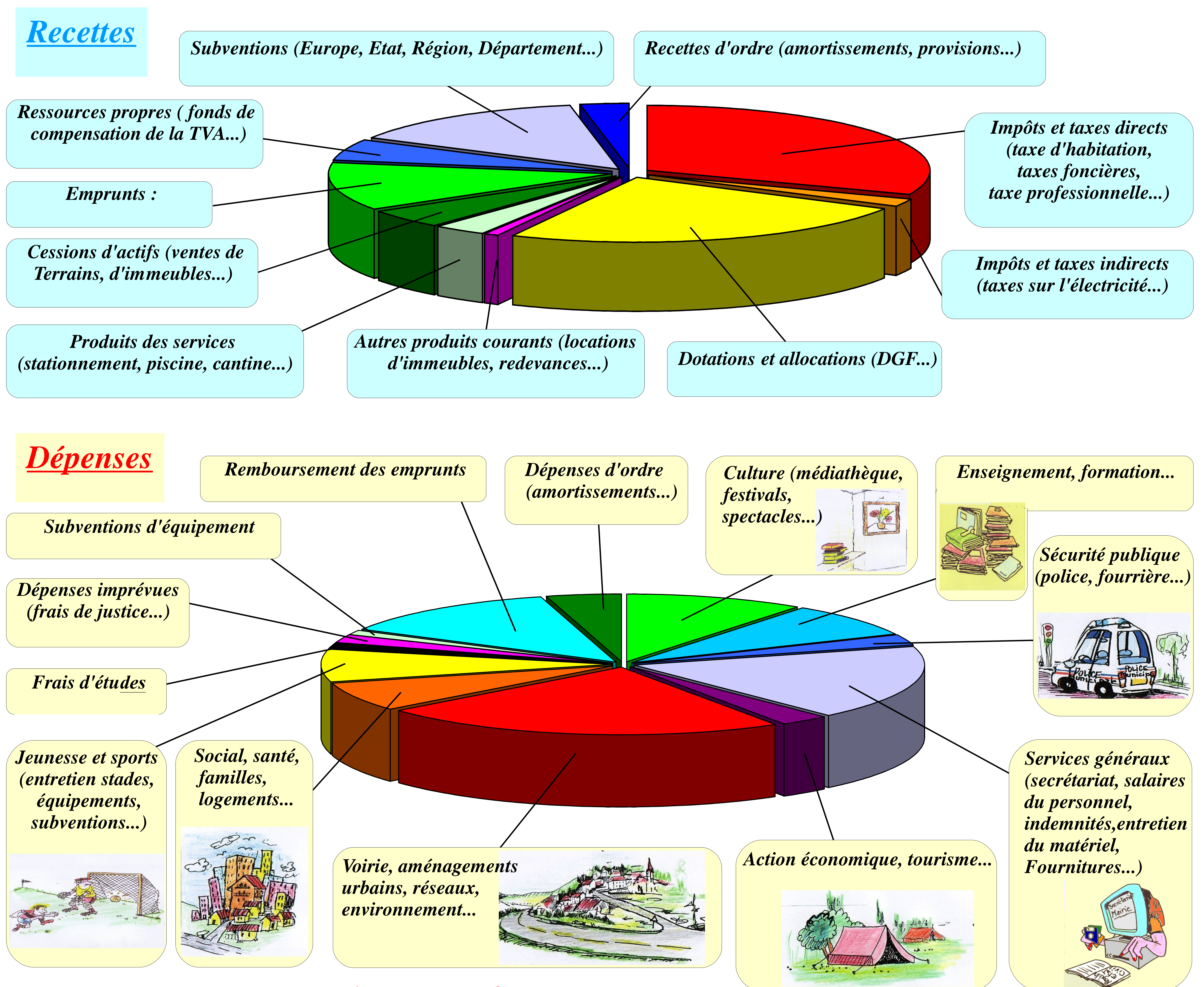
**La section de fonctionnement** : elle concerne toutes les opérations courantes qui se rapportent à l'exploitation des services communaux.

Ex: rémunération du personnel, achats de fournitures, entretien des locaux et du matériel, remboursement de la dette...

**La section d'investissement** : elle concerne toutes les opérations qui améliorent le patrimoine de la commune.

Ex: acquisition de biens durables, travaux de construction de bâtiments...

Le budget global des deux sections peut être présenté de la façon suivante :



## Le compte administratif :

Le compte administratif est le relevé de toutes les opérations en dépenses et en recettes réalisées au cours d'une année.

Il permet de juger de la qualité de la gestion de la commune par comparaison aux prévisions du budget . Il DOIT ÊTRE VALIDÉ par l'ADMINISTRATION (perception)

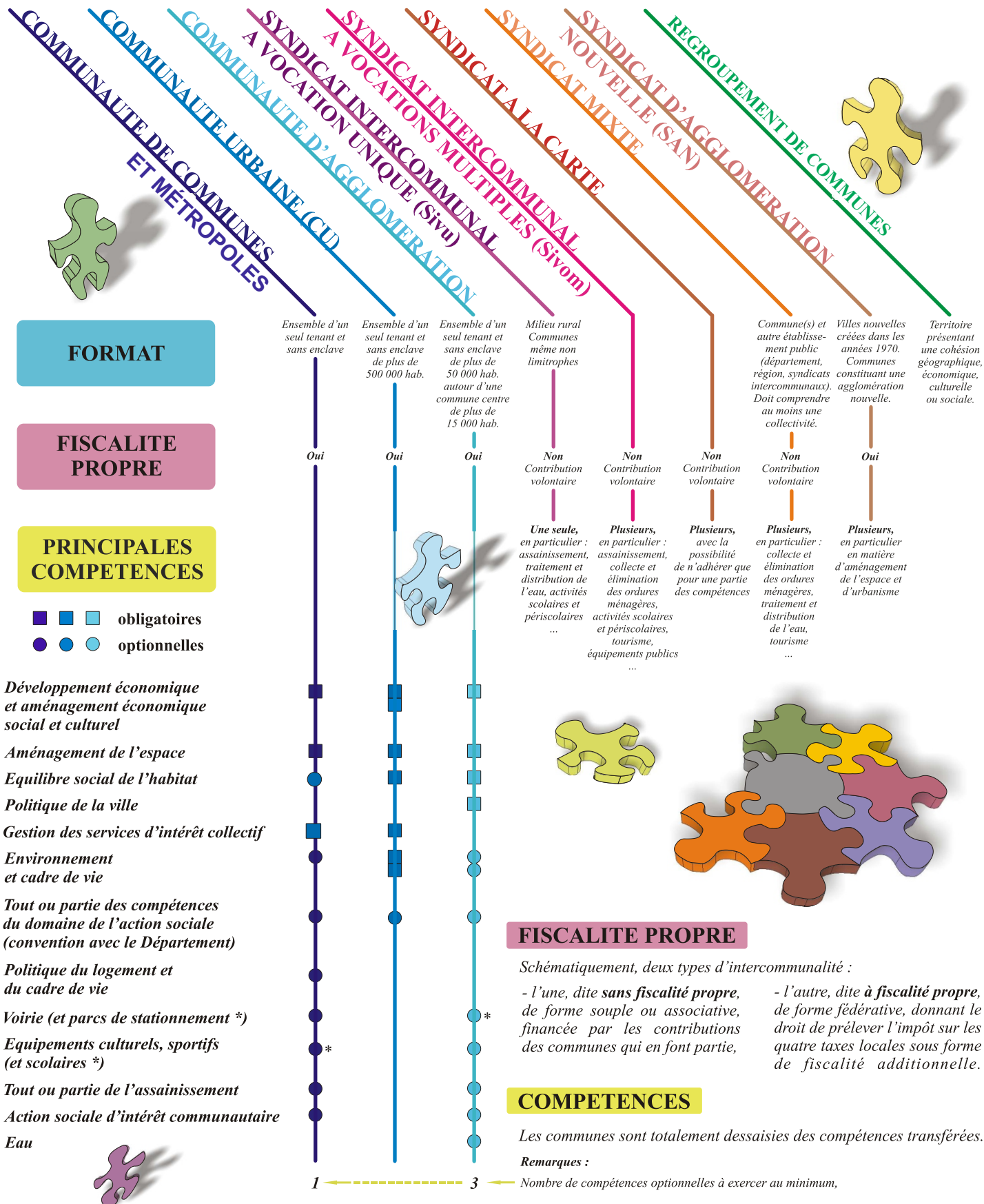
Certaines communes ont des budgets annexes pour l'eau, l'assainissement les transports, les parcs d'activités, les ports de plaisance, les aérodromes...

Les marchés publics : pour les achats de fournitures, de matériel ou d'appareils, pour les travaux et pour les services, la commune doit respecter un ensemble de règles strictes inscrites dans «le code des marchés publics»



# INTERCOMMUNALITE : COMMUNAUTES, SYNDICATS, PAYS, LEURS COMPETENCES

REGROUPEMENT DE COMMUNES EN ETABLISSEMENTS PUBLICS (EP),  
sous différentes formes de coopération, permettant :  
 . soit d'assurer certaines prestations,  
 . soit d'élaborer de véritables projets,  
 favorisant le développement local et contribuant à la politique d'aménagement du territoire.







# **Association des Anciens Maires et Adjointes de SEINE MARITIME**

## **INTERVENTIONS D'ANCIENS ÉLUS EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE CADRE DE L'ÉVEIL A LA CITOYENNETÉ**

Fondée voici plus de 20 ans, adhérente au sein de la Fédération des Anciens Maires et Adjointes de France, L'ADAMA 76 a pour but, par différentes actions auprès de leurs concitoyens, de servir « autrement », ceci dans le respect intransigeant d'une charte déontologique nationale garantissant, de la part de ses membres, la stricte neutralité de leur expression politique, philosophique ou religieuse.

L'objectif que nous appelons la règle des 3 C: Citoyenneté...Civisme...Civilité...

Il s'agit donc concrètement d'apporter aux élèves une formation sur la constitution et le fonctionnement de nos institutions, allant du conseil municipal, au conseil européen en passant par les communautés de communes, le conseil départemental et le conseil régional. Cette information se concrétise par des interventions d'ordre pédagogique, assurées par des anciens élus qui mettent bénévolement leur expérience à la disposition de leurs jeunes citoyens.

Nos interventions, durent entre 40 et 50 minutes. Elles sont toujours menées et organisées en coopération avec les enseignants, suite à une rencontre souhaitée.

***Nous ne nous substituons pas aux enseignants.***

Afin d'assurer une plus grande interactivité avec le groupe, nous intervenons le plus souvent en binôme.

Les élus parlent ensuite de leur expérience sur des sujets souhaités par les enseignants ou en réponse aux questions que peuvent poser les élèves. La commune, les fonctions du Maire, son rôle social et nos institutions républicaines sont les sujets les plus souvent abordés.

Notre vécu d'élus, nos expériences et certaines situations subies passionnent très souvent ce jeune public.

En fin d'intervention, une fiche est remise à l'enseignant qui doit de cette manière faire connaître le ressenti des ses élèves ainsi que sa propre appréciation tant sur le fond, que sur la forme pour nous permettre de nous améliorer.

Ce type d'échange inter-générationnel permet de faire connaître aux élèves les valeurs républicaines communes à chaque citoyen Français.

Ces interventions s'inscrivent dans la loi d'orientation et de programme pour la refondation de l'école de la République du 8 Juillet 2013. Pour ce faire, nos intervenants sont inscrits à la réserve citoyenne créée par le ministère de l'éducation nationale.